

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 7 juillet 2022

Délibération n°2022-11 portant approbation du budget rectificatif n°2 exercice 2022

- Vu** le code de l'éducation en particulier, ses articles L. 719-4, R. 79-51 et suivants ;
- Vu** les articles 175, 176 et 177 du décret n°012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret n°2013-1140 du 9 décembre 2013 relatif à l'École normale supérieure ;
- Vu** le règlement intérieur de l'École normale supérieure ;

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires et les prévisions comptables du budget rectificatif n° 2 de l'exercice 2022 ci-après :

Autorisations budgétaires :

- ✓ 1820 ETPT sur le plafond global établissement, dont 1 386 ETPT sur le plafond État
- ✓ 152 405 791 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 91 443 917 € de personnel
 - 40 079 900 € de fonctionnement
 - 20 881 974 € d'investissement
- ✓ 144 916 065 € de crédits de paiements dont :
 - 91 443 917 € de personnel
 - 38 604 469 € de fonctionnement
 - 14 867 679 € d'investissement
- ✓ 132 688 067 € de recettes
- ✓ - 12 227 998 € de solde budgétaire

Prévisions comptables :

- ✓ - 12 237 998 € de variation de trésorerie
- ✓ - 1 600 132 € de résultat déficitaire
- ✓ 399 868 € de capacité d'autofinancement
- ✓ - 5 445 096 € de variation du fonds de roulement.

Nombre de membres en exercice :

Présents ou connectés : 15 |
Procurations : 6
Votants : 21

Pour : 21
Contre : 0
Abstention(s) : 0

Fait à Paris, le 7 juillet 2022

Le Président du conseil d'administration

François HARTOG



Annexe : budget rectificatif n°2 exercice 2022.

Mise en ligne le : 7 juillet 2022

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE



PSL



2022

BUDGET
RECTIFICATIF N° 2

PRÉSENTATION DU BUDGET RECTIFICATIF N° 2 / 2022

Le présent budget rectificatif n°2 s'intègre dans un calendrier renouvelé par rapport à celui mis en œuvre en 2021. En effet les incertitudes générées en particulier par la situation sanitaire avaient conduit en 2021 l'École Normale Supérieure – PSL (ENS) à présenter de façon assez exceptionnelle un troisième budget rectificatif (BR3/2021) peu avant la fin d'année, permettant une reprogrammation importante des crédits au budget initial 2022.

La gestion 2022 n'obéit évidemment pas aux mêmes contraintes et à un tel contexte, ce qui explique que le présent budget sera le dernier budget de l'année 2022, après le budget rectificatif n°1 (BR1/2022) voté en mars 2022 et visant à intégrer au budget les ajustements découlant de la clôture 2021. Ceci conduit à évaluer et à ajuster, dès le mois de juillet au regard des besoins et projets des départements, unités de recherche et services, la prévision budgétaire annuelle. Celle-ci reste cependant fortement impactée par la conjoncture nationale, en particulier certaines décisions gouvernementales que l'École doit désormais appliquer et par une forte inflation et l'envolée de certains coûts (matières premières et alimentaires, difficultés d'approvisionnement et surcoûts...) induits par la crise internationale ukrainienne.

Ce budget rectificatif a ainsi été élaboré dans un contexte de reprise générale de l'activité sur site et de projets portés par les départements, unités de recherche et services. Ceci s'est naturellement traduit par une série de variations dont la présente note vise à décrire les principales causes.

1 – Autorisations budgétaires limitatives

1 – 1. Tableau des autorisations d'emplois

Le plafond d'emplois État reste inchangé par rapport au BI2022 (1 386 ETPT) dans la continuité du budget 2021.

Le plafond sur ressources propres est revalorisé : +65 ETPT par rapport au budget rectificatif n°1, ce qui porte le nombre total à 434 ETPT. Cet ajustement découle d'une augmentation prévisionnelle des crédits de personnel financés sur contrats de recherche (+1,7 M€).

Le plafond établissement est ainsi porté à 1 820 ETPT.

1 – 2. Tableau des autorisations budgétaires

1.2.1. Les recettes

A l'issue de ce budget rectificatif, les prévisions de recettes s'établissent à **132,7 M€**, soit une hausse de 3,3 M€ par rapport au BR1/2021 (129,4 M€). On soulignera que, si cette prévision est nettement supérieure à celle constatée à la clôture 2021 (+3,3 M€), elle reste nettement inférieure à celle arrêtée au BR3/2021 (-1,1 M€) Le niveau prévisionnel des recettes globalisées et fléchées évolue respectivement de +2,1 M€ et +1,2 M€.

A – Les recettes globalisées

Les recettes globalisées sont estimées à **106,7 M€** et enregistrent une variation à la hausse de 2,1 M€ ventilée comme suit :

➤ Subvention pour charges de service public (SCSP) : + 848 K€

Compte tenu de la notification initiale de mars 2022, l'ajustement de l'évaluation de la dotation ministérielle s'élève à **+ 848 K€** intégrant :

- La revalorisation du point d'indice (+1,1 M€¹) ;
- La compensation de l'indemnité inflation et de la protection sociale complémentaire (+205 K€) ;
- L'ajustement du socle de masse salariale de l'établissement (+153 K€) ;
- La compensation pour l'application des mesures bas salaires (-244 K€) ;
- La dotation Egalité des chances répartie entre les différentes ENS (-133 K€) ;
- La compensation de l'indemnité télétravail (-45 K€).

➤ Autres financements publics : +728 K€

Ce montant intègre une augmentation importante du Preciput versé par l'ANR (+463 K€) au vu de la notification transmise, et dans une moindre mesure, l'ajustement du financement attendu des autres Écoles normales et de l'École Polytechnique au titre des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN : + 100 K€) ainsi que le financement par la Ville de Paris d'un dispositif d'agriculture urbaine, le projet « Sylvia », sur le campus Jourdan (+120 K€).

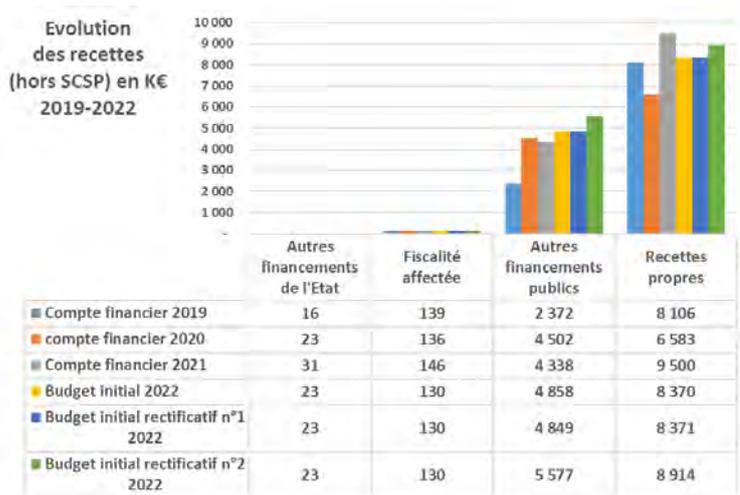
➤ Recettes propres : +543 K€

Cette hausse est le résultat des ajustements suivants :

- +305 K€ au titre de divers mécénats, en particulier de la Fondation ENS (285 K€) ;
- +209 K€ au titre des frais de gestion de divers financements de recherche ;
- +114 K€ au titre de recettes réimputées pour certaines mises à disposition ;
- -150 K€ des recettes de restauration. Cette diminution vise à rapprocher la prévision budgétaire de l'exécution réévaluée au vu des données du premier semestre 2022 : l'établissement, en dépit d'une nette augmentation, n'a donc pas retrouvé le niveau antérieur à la crise sanitaire ;
- On précisera que les surcoûts générés par l'inflation donnent lieu à une refacturation elle-même ajustée, intégrée dans le présent budget rectificatif : c'est le cas de la refacturation de l'hélium en forte croissance (+50 K€).

¹ Hypothèse de revalorisation de la valeur du point de la fonction publique de 3,5% au 1^{er} juillet 2022.

Le diagramme ci-contre retrace, depuis le compte financier 2019, l'évolution des recettes globalisées hors SCSP. Au regard des tendances des premiers mois de l'année 2022 et des hypothèses de fin d'exercice, les recettes propres concentrent plus de 60% de l'assiette globale, mais à hauteur d'un niveau inférieur au compte financier 2021 (-586 K€).



B – Les recettes fléchées

Les recettes fléchées sont évaluées à **26 M€**. La prévision est ainsi augmentée de +1,2 M€ par rapport au précédent budget rectificatif. Ce niveau élevé, bien que nettement supérieur (+1,7 M€) à celui constaté au compte financier 2021, reste nettement inférieur à la prévision indiquée en BR3/2021 (une fois neutralisées les recettes afférentes au CPER) : cela démontre les efforts de fiabilisation effectués par l'École en la matière.

Le tableau suivant présente les variations enregistrées sur l'ensemble des recettes rattachées au périmètre fléché :

Financements fléchés	Variation BR2/2022
ANR hors investissements d'avenir	-389 950
ANR investissements d'avenir	-227 902
Contrats et prestations de recherche hors ANR	1 301 950
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-116 199
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	398 024
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	66 500
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	149 951
Total	1 182 374

Il est rappelé que les recettes attendues au titre du CPER, et inscrites dès le BI2022, restent inchangées et maintenues à hauteur de 3 M€. Pour le reste, le niveau global des recettes fléchées a été réévalué par rapport aux estimations initiales faites au BI2022, complétées (marginale) par les reports de recettes adoptés en BR1/2022. Le rythme régulier de signature de contrats conduit à évaluer à la hausse ces recettes.

La typologie des principales recettes sur contrats le reflète :

- S'agissant des financements européens, l'ERC² Starting Grant 2021 – DANCINGFOOL, géré par le LPENS, est ainsi ajusté de +500 K€, ainsi que certaines bourses doctorales MSCA³ positionnées dans les départements Etudes cognitives et Géosciences pour +310 K€ ;
- Les contrats et prestations de services ont été augmentés pour 1,3 M€ sur 36 opérations ;
- Parmi les financements de l'ANR, la Chaire Prairie au titre des investissements d'avenir a été augmentée de +200 K€ alors que les autres financements ANR l'ont été de +610 K€ sur une quinzaine d'opérations ;
- Ont été ajoutées 133 K€ de recettes de mécénat, dont 103 K€ de nouvelles opérations initiées en 2022 par la Fondation de l'ENS.

On précisera que les différents financements attendus dans le cadre de l'accueil de chercheurs en réaction à la guerre en Ukraine conduisent à inscrire pour 2022 une recette de 207 K€ (financements : Fondation ENS, programme PAUSE, PSL, ANR, Observatoire de Paris-PSL, INHA).

1.2.2. Les dépenses

Les dépenses prévisionnelles de l'exercice s'élèvent à **152,4 M€** en autorisations d'engagement (AE) et à **144,9 M€** en crédits de paiement (CP), contre respectivement 141,3 M€ (+11,1 M€) et 139,8 M€ (+5,1 M€) à l'issue du précédent budget rectificatif. Ces prévisions sont ainsi significativement plus importantes que celles constatées à la clôture 2021 (+32,6 M€ en AE et +19,8 M€ en CP), montrant ainsi les objectifs de reprise d'activités des départements et services.

L'augmentation présentée, de +11,1 M€ en AE et +5,1 M€ de CP, se répartit entre les dépenses globalisées (+4,2 M€ en AE et +2,5 M€ en CP) et fléchées (+6,9 M€ en AE et +2,7 M€ en CP).

A – Les dépenses de personnel

Les crédits de personnel se situent à **91,4 M€**, en AE comme en CP. Une hausse de 3,8 M€ est observée par rapport au budget rectificatif n°1, justifiée par les mouvements ci-après :

- S'agissant des crédits globalisés : +2,1 M€ dont principalement +1,1 M€ découlant de la hausse du point d'indice annoncée pour l'été par le gouvernement, appliquée aux normaliens comme aux titulaires et contractuels⁴ ; +660 K€ pour les mesures bas salaire liées à l'augmentation du SMIC (l'impact budgétaire pèse majoritairement sur les normaliens) non compensées par le MESR et +258 K€ de revalorisation des rémunérations des doctorants payés par l'ENS dans le cadre du dispositif des CDSN ;
- Concernant les prévisions de recrutements sur contrats de recherche fléchés : +1,7 M€ entraînant un rehaussement du plafond d'emplois lié aux contrats de recherche (+65 ETPT) établi dorénavant à 434 ETPT. On mettra en exergue notamment les opérations rattachées au Labex Frontcog (+130 K€) et à la Chaire Prairie (+100 K€) ;
- Par ailleurs, des transformations de crédits entre les différentes enveloppes, demandées par les départements, laboratoires et services, viennent diminuer les crédits de personnel (-84 K€).

² European Research Council

³ Marie Skłodowska-Curie Actions

⁴ Hypothèse de revalorisation de la valeur du point de la fonction publique de 3,5% au 1^{er} juillet 2022.

B – Les dépenses de fonctionnement

L'enveloppe de fonctionnement s'accroît de +4,9 M€ en AE et +3,5 M€ en CP, aboutissant à enregistrer respectivement des montants de **40,1 M€** et **38,6 M€**. Ce niveau de prévision est élevé puisqu'il est supérieur tant au compte financier 2021 (+10,5 M€ en AE et +8,5 M€ en CP) qu'au budget rectificatif n°3/2021 (+5,4 M€ en AE et +5 M€ en CP). Dans le détail, la situation peut être ainsi décrite :

- Le secteur fléché représente 40 % en AE et 48% en CP de l'augmentation de ces dépenses, en abondant de +1,9 M€ la prévision d'AE et de +1,7 M€ celle en CP. Le niveau de CP est ainsi quasi-équivalent à celui des AE (écart faible de 286 K€). Ceci montre la forte reprise de l'activité en 2022 par rapport aux années antérieures, en particulier sur contrats. On soulignera cependant l'éclatement de ces mouvements, puisque, si celui-ci concerne près de 170 opérations, leur montant moyen reste faible (11,4 K€ en AE et 9,9 K€ en CP) et, parmi elles, une quarantaine d'opérations intègrent des prévisions à la baisse (en AE). Ainsi seule l'opération ERC Metaware (+209 K€ en AE comme en CP) dépasse le seuil de 100 K€ ;
- La gestion des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) constitue depuis plusieurs années un enjeu décisif pour l'établissement tant du point de vue scientifique que financier. Elle a connu une étape supplémentaire ces derniers mois suite à la publication de l'arrêté du 11 octobre 2021⁵. En effet, dans l'attente de la confirmation par le Ministère du niveau de financement de ces contrats, les conventions relatives à la cohorte 2021, proposées avec l'ancienne tarification, ont connu un retard important de signature et de paiement que le niveau des AE et des CP figurant au compte financier 2021 avait retracé en partie. Or, la situation a été très récemment clarifiée par la DGESIP, qui a précisé il y a quelques semaines seulement que le ministère, et donc indirectement l'ENS, financerait désormais la cohorte 2021 à 2 515 € par mois par doctorant et pour la cohorte 2022 à hauteur de 2 662 €⁶. Cette information, stratégique mais tardive, a été donc prise en compte pour le présent budget afin de permettre la régularisation, en particulier, des conventions relatives à la cohorte 2021. Une enveloppe de +800 K€ d'AE est prévue au sein de ce budget rectificatif. En revanche, la complexité de ce processus de conventionnement aura certainement pour effet de contraindre l'impact en paiement de cette revalorisation, obligeant à un ajustement limité de +130 K€ en CP. Ceci explique la légère supériorité (+270 K€) des AE (10,2 M€) aux CP (9,9 M€) dédiés aux CDSN, mais à un niveau en AE nettement supérieur à celui constaté à la clôture 2021 (+1,7 M€).
- Les crédits globalisés de fonctionnement hors CDSN augmentent également de façon importante leur niveau prévisionnel d'AE (+2,2 M€) et, dans une moindre mesure, de CP (+1,7 M€). Ces moyens supplémentaires en AE sont destinés à couvrir les actions suivantes :
 - 807 K€ au titre des surcoûts : le coût des fluides est en forte croissance, en particulier en raison de la crise internationale : l'augmentation a été évaluée à hauteur de +690 K€, avec l'appui de l'économiste de flux de l'établissement au vu des données annoncées par la Direction des Achats de l'Etat. De même, plusieurs postes de dépenses ont été revus à la hausse : le surcoût des denrées alimentaires, en raison de la situation internationale, est évalué à 77 K€, celui des déchets est fixé à +40 K€. Nous n'avons pas d'informations, à ce stade, concernant une possible prise en charge de ces surcoûts par une dotation spécifique ministérielle Il a été précisé par la DGESIP que ces dépenses supplémentaires de fonctionnement ne seraient pas compensées par une dotation complémentaire ;

⁵ Arrêté modifiant l'arrêté du 29 août 2016 en application des dispositions de la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (dite LPR). Il prévoit de passer la rémunération des doctorants de 1758 € brut à 1866 € brut pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2021 puis à 1975 € brut pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2022.

⁶ La notification provisoire de SCSP n'intègre pas encore cet ajustement budgétaire.

- Les dépenses de fonctionnement liées aux ressources humaines sont ajustées de +743 K€, principalement pour la prise en charge des mises à disposition de l'établissement (+440 K€), ainsi que pour l'allocation de retour à l'emploi (+180 K€), et le remboursement des missions d'enseignement (+103 K€) réalisées dans notre établissement par des doctorants employés par d'autres établissements ;
- Les mises à disposition des chambres sur le site de Montrouge par l'Université de Paris Cité (+171 K€ en AE et 163 K€ en CP – rappel sur trois ans) ;
- S'y ajoutent 72 K€ de divers ajustements liés au coût induit par divers travaux (salle SFC-SRH, DSA...), générant des déménagements et aménagements supplémentaires à financer et notamment 15 K€ liés à la remise en état des équipements de la salle Dussane ;
- Les prévisions de dépenses relatives à la préparation des concours ont été ajustées à hauteur de +104 K€ en AE et 99 K€ en CP, notamment pour la quote-part de l'ENS concernant les banques d'épreuves 2021 et 2022 porté par l'École Polytechnique ;
- Diverses dépenses indirectes liées aux projets informatiques en cours de déploiement (Pegase pour la scolarité, logiciel hébergement...) doivent être ajoutées pour +206 K€ ;
- Par ailleurs les dépenses de mécénat gérées en opérations globalisées ont été ajustées à hauteur de 158 K€.

S'ajoute à ces nouvelles dépenses, une série de transformations inter-enveloppes qui participent à l'augmentation de l'enveloppe de fonctionnement à hauteur de +79 K€ en AE.

Cette hausse des crédits de fonctionnement globalisés est néanmoins atténuée par une réduction de 330 K€ (AE/CP) correspondant principalement à une réévaluation à la baisse des contrats de service liés au patrimoine (-100 K€), ainsi qu'à une réévaluation des bourses effectivement versées par l'Ecole (-88 K€) et du programme afférent à la diversité compte tenu du niveau de financement du ministère (-133 K€). Il faut relever cependant, comme l'an passé, le faible nombre de demandes de déprogrammation budgétaire, ce qui démontre le souhait des services et départements de maintenir un niveau d'activité soutenu.

De surcroît, il convient de souligner qu'au titre de ce présent budget rectificatif, les CP dits « globalisés » de fonctionnement restent inférieurs aux AE ouvertes (1,5 M€). En effet, cette différence est due, d'une part, au décalage temporel, désormais maîtrisé, entre l'engagement pluriannuel et le paiement annuel, et d'autre part à l'incertitude de pouvoir mettre en paiement, d'ici à la fin de l'exercice, l'ensemble des dépenses listées supra. Ainsi, ces éléments ont conduit à continuer de programmer de façon prudentielle le niveau des CP, en cohérence avec les enseignements tirés des précédents comptes financiers : si l'exécution budgétaire 2021 fut satisfaisante (94% pour les AE et 92% pour les CP en fonctionnement globalisé hors CDSN), nous disposons en 2022 encore de marges de manœuvre, notamment sur les crédits fléchés, permettant de compenser ces écarts à l'échelle de l'établissement.

C – Les dépenses d'investissement

L'enveloppe d'investissement enregistre une prévision consolidée de **20,9 M€** en AE et **14,9 M€** en CP, soit une évolution divergente de +2,5 M€ en AE et de -2,1 M€ en CP.

Les variations des crédits fléchés distinguent les contrats de recherche et le CPER (contrat Plan Etat Région) ainsi retracées dans le tableau ci-dessous.

Crédits fléchés (en K€)	Variation en AE	Variation en CP	AE ouvertes à l'issue du BR2/2022	CP ouverts à l'issue du BR2/2023
Contrats de recherche	3 279	-394	11 638	6 023
CPER	0	-275	2 751	3 770
Total investissement fléché	3 279	-669	14 389	9 793

L'ajustement du CPER se limite à l'opération relative au local serveur, au regard de son avancement (-275 K€ en CP) : le CPER reste programmé à hauteur de 2,8 M€ en AE et 3,8 M€ en CP.

S'agissant des contrats de recherche, on soulignera le niveau élevé des crédits d'investissement à l'issue du présent BR2/2022 : le quadruple du niveau des AE et le double des CP constatés au compte financier 2021. Ceci s'explique par la programmation budgétaire des différents porteurs et gestionnaires de projets, intégrée dès le BI2022 et complétée par des reports importants en BR1/2022. Si, à l'occasion de ce BR2/2022, une cinquantaine d'opérations connaissent des prévisions ajustées, elles restent de faible montant (en moyenne 859 € en AE par opération), du moins dès lors que deux opérations majeures sont neutralisées. En effet l'avancement du projet IMF NMR (EQUIPEX+), intégré dans le projet PSL-RESOLUTION (CPER Recherche), marché relatif à l'équipement RMN (résonance magnétique nucléaire), notamment l'affermissement de ses tranches conditionnelles, conduit à prévoir une hausse de +2,5 M€ en AE. L'opération de l'ERC Starting Grant 2021 DANCINGFOOL a aussi été ajustée à hauteur de +740 K€ en AE et +370 K€ en CP.

La programmation des crédits globalisés varie, elle, à la baisse : -819 K€ en AE et -1,4 M€ en CP. Il s'agit de crédits situés en dehors du périmètre CPER destinés à financer diverses opérations d'investissement. Ces variations sont détaillées au § 3-4 relatif au tableau des opérations pluriannuelles.

Synthèse des ajustements en BR/2022 en dépenses sur crédits globalisés :

<i>Principales variations des dépenses globalisées en K€</i>	Variation BR2 en AE	Variation BR2 en CP
Mesures salariales	2 059	2 059
Hausse point indice	1 100	1 100
Mesures bas salaires normaliens	660	660
Surcoût CDSN revalorisation	258	258
Revalorisation Jury concours	40	40
Mécénat	16	16
Autres dépenses	70	70
Sous-total mesures nouvelles MS	2 143	2 143
Sous-total Transfert entre enveloppe	- 84	- 84
Fonctionnement	2 969	1 960
Surcoût CDSN revalorisation - Reversements	800	130
Surcoût fluides	690	690
Surcoût restaurant	77	73
Surcoût traitement des déchets et autres dépenses de logistique	72	72
Surcoût gardiennage et autres mesures H&S	45	45
Surcoût Hélium	50	50
MAD Personnel	440	114
Ajustement ARE	180	180
Missions d'enseignement doctoral	103	103
Divers projets et études informatiques	206	132
MAD locaux Montrouge - Reversements	171	163
Ajustement coût concours normaliens	104	104
Mécénat	143	143
Autres dépenses	130	184
Déprogrammations	- 336	- 330
Sous-total Mesures nouvelles Fct	2 874	1 853
Sous-total Transfert entre enveloppe	94	107
Investissement	- 811	- 1 470
Achat logiciel hébergement	47	47
Déprogrammations	- 863	- 1 495
<i>dont opérations travaux</i>	<i>- 591</i>	<i>- 1 273</i>
Sous-total Transfert entre enveloppe	5	- 23

L'évolution pluriannuelles des dépenses de l'établissement est rappelée ci-dessous :



2 – Équilibre financier

2 – 1. Le résultat budgétaire

Le budget initial 2022 a été adopté avec un solde budgétaire déficitaire (-6,2 M€), qui a été dégradé en BR1/2022 (-10,4 M€). Ce déficit budgétaire s'est encore accentué de -1,8 M€ lors du présent BR2/2022, et est désormais porté à -12,2 M€. Sur l'ensemble de l'année, cette évolution à la hausse du déficit s'explique principalement par les opérations fléchées (contrat de recherche et CPER), qui correspondent à -7,7 M€ sur les -12,2 M€.

Pour la variation du déficit présenté en BR2 qui est de -1,8 M€, il s'agit également des opérations fléchées qui participent à hauteur de -1,5 M€, alors même que les crédits globalisés ne représentent que -343 K€.

Ce solde budgétaire fortement négatif est à comparer, non seulement à l'excédent de 4,3 M€ constaté à la clôture 2021, mais aussi au déficit prévu au BR3/2021 (-2,2 M€).

Ainsi le résultat budgétaire, nettement déficitaire (-12,2 M€), s'explique par plusieurs éléments, notamment en comparaison avec l'excédent constaté à la clôture 2021 :

- Les opérations fléchées pèsent fortement sur ce déficit (soit 64 % du total du déficit) : si les recettes fléchées ont augmenté de 1,7 M€, en revanche l'augmentation des dépenses fléchées s'élève à 9,5 M€, principalement en fonctionnement (+5 M€), et dans une moindre mesure en dépenses de personnel (+3,1 M€) et d'investissement (+1,3 M€).
- Pour le reste concernant les crédits globalisés :
 - Les recettes budgétaires connaissent une variation équivalente à celle prévue en matière d'opérations fléchées (+1,7 M€) ;
 - les dépenses d'investissement augmentent nettement (+2,4 M€ de CP) ;
 - Les dépenses de fonctionnement sont en forte croissance (+4,2 M€) malgré le ralentissement des décaissements liés aux CDSN (cf. §1-2-2), dans un contexte de hausse des coûts pour +811 K€ (électricité, denrées alimentaires, déchets) ;
 - Il en est de même pour les dépenses de personnel en nette hausse (+4,6 M€), dont 3 M€ en raison de hausses décidées par l'État : 1 105 K€ au titre de la valeur du point de la fonction publique, 862 K€ pour les mesures bas salaire, 608 K€ pour la participation à la mutuelle, diverses mesures LPR et l'indemnité inflation, 403 K€ suite à la hausse des contrats doctoraux.

Les augmentations de recettes précitées ne suffisent donc pas à compenser la forte hausse des dépenses de fonctionnement et personnel, globalisées ou non.

2 – 2. Équilibre financier et impact sur la trésorerie

Le tableau 4 retrace de manière synthétique la variation prévisionnelle de trésorerie pour l'exercice 2022.

Il est ici précisé que les opérations pour comptes de tiers comme les opérations sur comptes de tiers, renseignées dans le tableau 5 (cf. § 2-3), sont neutres pour la trésorerie de l'établissement puisque les encaissements prévisionnels ont été inscrits à hauteur des décaissements prévus.

La variation de trésorerie est équivalente au solde budgétaire. Elle augmente donc de 1,8 M€ par rapport au budget rectificatif n°1 conduisant à un prélèvement de trésorerie prévisionnel de -12,2 M€

dont -7,8 M€ sur la trésorerie fléchée (présenté au § 3-3, détaillant le tableau 8) et -4,4 M€ sur celle non fléchée.

2 – 3. Opérations pour comptes de tiers

Les organismes publics peuvent effectuer des opérations financières et comptables au profit de tiers sans avoir de marge de manœuvre sur ces opérations. Ces organismes agissent alors « pour le compte d'un tiers ».

Au budget initial sans modification au budget rectificatif n°1, certains financements, dédiés à la recherche et dont l'École assure la coordination étaient suivis en comptes de tiers et ont donné lieu à l'inscription de prévisions financières. Il s'agissait des décaissements prévus à hauteur de 111 K€ correspondant aux factures d'électricité et à leur remboursement par le CNRS dans le cadre de l'opération ECOTRON.

A ceci, doivent être ajoutés en BR2/2022 pour des montants assez faibles :

- Le financement AUGURY (département Géosciences) à recevoir en 2022 de la Commission européenne à reverser en totalité au cours du même exercice aux différents partenaires (Université Claude Bernard et ETH Zurich) pour 40 K€ ;
- Le financement HIREs à recevoir en 2022 de la Commission européenne à reverser en totalité au cours du même exercice à une série de partenaires pour 103 K€.

Les montants inscrits au titre de la gestion de la TVA collectée et déductible demeurent inchangés par rapport à ceux indiqués au budget initial 2022.

Ainsi la totalité de ces opérations renseignées dans le tableau 5 reste neutre pour la trésorerie de l'établissement puisque les encaissements y ont été inscrits à hauteur des décaissements.

3 – Analyse de la soutenabilité

3 – 1. Situation patrimoniale

A – Compte de résultat

Le tableau 6 arrête la situation patrimoniale de l'établissement issue de la comptabilité générale. Ces montants s'appuient sur les prévisions budgétaires mais retraités selon les critères propres à la comptabilité générale. Le résultat comptable prévisionnel à l'issue du présent BR2/2022 est déficitaire à hauteur de -1,6 M€ à la suite d'une aggravation du déficit de -2,2 M€.

➤ Les produits :

Ils sont globalement estimés à **137,1 M€**. Ils enregistrent une augmentation de +5,1 M€ :

- 1,3 M€ de subventions de l'Etat dont 847 K€ au titre de la SCSP, auxquels s'ajoutent une quote-part d'autres financements fléchés à hauteur des dépenses fléchées prévues ;
- 3,6 M€ d'autres produits notamment ceux calculés au titre des recettes fléchées à hauteur des dépenses prévues ;
- 155 K€ d'autres subventions en tant que recettes globalisées.

La variation des produits de +5,1 M€ comprend une hausse de +3,59 M€ représentant la valorisation des charges des contrats de recherche.

➤ Les charges :

Atteignant un niveau consolidé de **138,7 M€**, elles varient à la hausse de +7,3 M€ :

- +3,7 M€ de charges de personnel équivalentes aux crédits de paiement dédiés mais minorés de la quote-part imputée en charges de fonctionnement ;
- +3,6 M€ de charges de fonctionnement.

Les charges relatives aux opérations pluriannuelles (contrats de recherche) augmentent de 3,59 M€ mais ceci est sans effet sur le résultat comptable conformément au principe applicable aux contrats à long terme soumis à la méthode à l'avancement. Les règles de comptabilisation consistent notamment à constater les produits dans la limite des charges éligibles et exécutées au fil de l'avancement des contrats.

➤ Le résultat comptable :

L'augmentation des produits et des charges entraîne un niveau de charges (137,7 M€) supérieur à celui des produits (137,1 M€), l'établissement présente un déficit comptable de **-1,6 M€**.

Comme le résultat comptable n'est pas impacté par les opérations fléchées (dont les produits sont évalués et prévus à hauteur des charges inscrites), ce sont donc les seules opérations globalisées qui expliquent ce déficit.

Il s'agit d'une part des dépenses découlant de la crise internationale et des surcoûts générés (+811 K€) sur certaines matières premières (fluides, denrées alimentaires et déchets) et d'autre part des dépenses liées aux mesures gouvernementales bas salaires dont le poids budgétaire est significatif compte tenu de la population des élèves concernés (+862 K€) et pour lesquelles le ministère a indiqué qu'aucun financement n'interviendrait en 2022.

Il est précisé que cette prévision de déficit comptable, conduisant à financer cette perte prévisionnelle sur le fonds de roulement, oblige la Direction de l'Ecole à solliciter l'avis du recteur, conformément aux dispositions de l'article R719-61 du Code de l'Education.

➤ la capacité d'autofinancement (CAF) :

La capacité d'autofinancement (CAF) est diminuée à hauteur de la dégradation du compte de résultat (-2,2 M€), aboutissant à une CAF résiduelle de **400 K€**.

Pour mémoire, la CAF permet de mesurer la capacité de l'établissement à dégager un excédent de ressources au cours d'un exercice pour investir. Elle est déterminée à partir du résultat comptable neutralisé des opérations n'ayant pas d'incidence sur la trésorerie : les charges non décaissables (amortissements, provisions...) et produits non encaissables (reprises sur amortissements...).

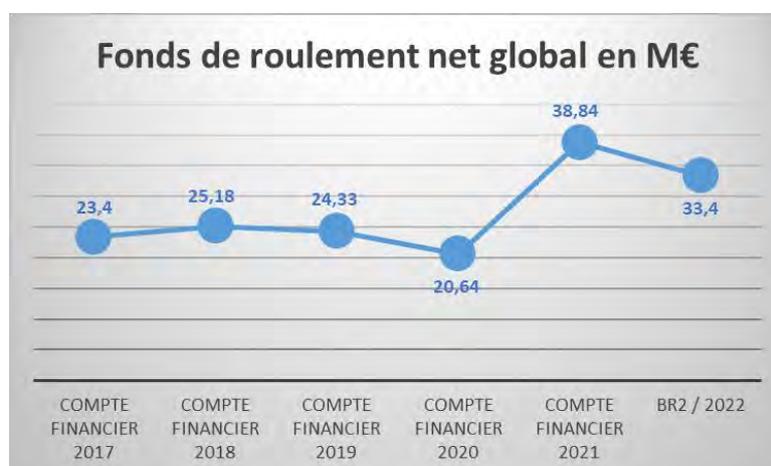
La CAF prévisionnelle reste donc positive à l'issue du BR2/2022 (0,4 M€) venant ainsi abonder, même faiblement, les ressources qui permettront de financer les investissements de l'exercice.

B – Financement des investissements

Le tableau d'investissement fait apparaître un prélèvement sur fonds de roulement de **-5,4 M€**, soit le double du niveau constaté au compte financier 2021 (-2,7 M€), ce qui se traduit par une très légère dégradation du prélèvement sur les fonds de roulement à hauteur de 471 K€ par rapport à la situation présentée en BR1/2022. Ce prélèvement limité s'explique ainsi :

- Est prévue à l'occasion de ce BR2/2022 une réduction importante des dépenses d'investissement (-2,1 M€) réparties entre les contrats de recherche et le CPER (-0,7 M€) et les services du secteur globalisé (-1,4 M€),
- Mais cette réduction ne suffit pas à compenser une nette diminution des ressources (-2,6 M€) finançant ces investissements, conduisant ainsi à une accentuation du prélèvement sur le fonds de roulement (-470 K€) ;
- Il est précisé que cette diminution des ressources de financement de l'investissement a pour origine :
 - principalement la forte réduction de la CAF (-2,2 M€) qui passe de 2,5 M€ (en BR1/2022) à 400 K€ (en BR2/2022), suite à la détermination d'un résultat prévisionnel déficitaire (-1,6 M€) ;
 - dans une moindre mesure, une baisse du financement externe de l'actif (-394 K€) à proportion de la diminution de l'investissement sur opérations fléchées, en conformité avec la méthode validée par les Commissaires aux comptes.

A l'issue de ce budget rectificatif, les emplois et ressources d'investissement sont respectivement de 14,9 M€ et 9,4 M€, conduisant dès lors l'établissement à autofinancer une partie de ses investissements. Le fonds de roulement prévisionnel s'établirait ainsi, après prélèvement de -5,5 M€, à 33,4 M€, soit 92 jours de charges de fonctionnement décaissables.



3 – 2. Plan de trésorerie

Le plan de trésorerie reprend les données exécutées sur la période déjà écoulée de l'exercice (janvier à mai) et établit une projection sur les mois restants au regard du rythme d'exécution constaté l'année dernière sur la même période.

Le niveau d'atterrissage prévisionnel de la trésorerie de l'Ecole s'élève à **33,4 M€**, ce qui représente 94 jours de charges de fonctionnement décaissables. Le plan de trésorerie fait apparaître une variation à la baisse de -12,24 M€ par rapport au compte financier 2021. Ainsi est constaté une moyenne d'encaissement de 11,33 M€ et de 12,35 M€ de décaissement.

3 – 3. Opérations liées aux recettes fléchées

Les prévisions des opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8) conduisent à présenter un déficit budgétaire fléché de **-7,77 M€**, soit une dégradation de -1,5 M€ par rapport au dernier budget rectificatif et -2 M€ par rapport à la clôture 2021. Cette aggravation du déficit sur recettes fléchées s'explique par une prévision soutenue de recrutement (+1,66 M€) et une augmentation des dépenses prévisionnelles de fonctionnement (+1,7 M€).

3 – 4. Opérations pluriannuelles

Il est souligné que la totalité des opérations pluriannuelles ne sont pas ici décrites mais uniquement les plus significatives d'entre elles, notamment celles financées sur contrats de recherche.

Le montant de décaissement sur les opérations pluriannuelles a été réévalué à l'occasion du BR2/2022 à hauteur de **-1,2 M€** de CP. Cette variation s'explique, d'une part, par une augmentation de +149 K€ au titre des contrats de recherche significatifs dont +135 K€ au titre des contrats européens ; d'autre part, par une diminution de -1 348 K€ sur les projets immobiliers suivants :

- Grands projets : -275 K€ au titre des travaux relatifs au local serveur ;
- GER : -250 K€ dont -200 K€ au titre de l'avancement des projets au 45 rue d'Ulm : rénovation de l'amphi Galois et celle des espaces sanitaires ;
- Réhabilitation : - 606 K€ dont -600 K€ au titre de la requalification paysagère de la Cour pasteur ;
- Hors SPSI : - 217 K€ dont -135 K€ au titre de la sécurisation CRI.

La variation des prévisions d'AE est moindre (-236 K€) par rapport au BR1/2022. Cet écart concerne essentiellement les projets Hors SPSI à -252 K€.

L'ensemble des variations susmentionnées figurent dans le tableau des opérations pluriannuelles détaillées (cf. annexe 1 du présent document).

3 – 5. Synthèse budgétaire et comptable

Le tableau de synthèse budgétaire et comptable a pour objectif de mieux apprécier la soutenabilité budgétaire d'un établissement. Il reprend de façon synthétique les principaux agrégats comptables et budgétaires en vue de simplifier l'analyse portant sur l'articulation entre les deux comptabilités.

Au titre de l'analyse des restes à payer, il convient de relever une augmentation de **+6 M€** par rapport au BR1/2022 qui s'explique par :

- des dépenses sur recettes fléchées : +4,2 M€ dont :
 - o +2,5 M€ pour l'acquisition d'un équipement PIA ANR EQUIPEX IMF-NMR – FERRAGE. : est prévu en 2022 l'engagement juridique correspondant avec un échéancier de paiement sur les années 2023 et suivantes ;
 - o +370 K€ au titre de l'ERC Starting Grant 2021 – DANCINGFOOL ;
 - o +275 K€ au titre du local serveur financé sur le CPER.

- des dépenses sur recettes globalisées : +1,8 M€ dont :
 - o +670 K€ au titre des CDSN qui se rajoutent au stock fin 2021 de 12,3 M€ pour lesquels nous attendons le financement du MESR ;
 - o +677 K€ au titre des opérations immobilières détaillées supra ;
 - o +326 K€ au titre des conventions de mise à disposition.

Le stock des restes à payer fin 2021 était de 27,5 M€ dont 12,3 M€ au titre des CDSN et 2,1 M€ au titre du CPER pour lesquels nous n'avions pas encore obtenu le financement correspondant. Pour le BR2, la prévision du niveau final des restes à payer s'élève à 34,98 M€ pour 33,37 M€ de trésorerie.

Le budget rectificatif n°2 s'inscrit dans un contexte de réalisation particulier marqué par des événements conjoncturels et structurels impactant.

A ce titre, il convient de relever que ce BR n°2 traduit le dynamisme de l'École, sa capacité à obtenir des financements ainsi que son ambition au titre de l'exercice de ses missions et pour mener à bien les projets portés par l'École.

Toutefois, l'augmentation des dépenses nécessaires à la mise en œuvre des mesures gouvernementales « bas salaires » non financées par le ministère sur 2022 impacte fortement l'École comme l'ensemble des ENS. Il en va de même pour les surcoûts générés par la situation internationale impactant les niveaux de dépenses de fonctionnement.

Dans ce contexte, l'absence de financement des mesures gouvernementales précitées contraint l'École à autofinancer cette charge dans la mesure où le niveau de son fonds de roulement le lui permet.

Enfin, malgré ce contexte particulier, il convient de souligner que la trajectoire financière demeure soutenable au vu des niveaux dits « d'atterrissage » de la trésorerie et du fonds de roulement, fléchés comme globalisés qui permettent de maintenir une capacité financière satisfaisante pour l'École, y compris dans une trajectoire pluriannuelle.

Annexe 1 – tableau des opérations immobilières détaillées

Catégorie SPSI	N° opération	Sites	Opérations	Autorisations d'engagement								Crédits de paiement											
				Montant d'opération	AE consommées au titre des années antérieures à 2022	AE Budget Initial (BI) 2022	Virements AE post BI 2022	AE report 2022	Variations AE BR1 2022	AE BR1 2022	Virements AE post BR1 2022	AE BR2 2022	AE BR2 2022	CP consommées au titre des années antérieures à 2022	CP Budget Initial (BI) 2022	Virements CP post BI 2022	CP report 2022	Variations CP BR1 2022	CP BR1 2022	Virements CP post BR1 2022	Variations CP BR2 2022	CP BR2 2022	
				(1)	(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)=(8)+(9)+(10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)=(17)+(18)-(19)	
Grands projets	OPE-2016-0182	24 Lhomond	Trvx d'achèvement CPER 1	1 322 182	1 220 243	-	-	-	-	-	-	-	-	1 154 318	-	-	-	-	-	-	-	-	
	OPE-2018-0143	24 Lhomond	Rénovation département de physique	1 230 000	1 230 000	-	-	-	-	-	-	-	-	1 030 000	-	-	-	-	-	-	-	-	
	OPE-2018-0144	24 Lhomond	Local serveurs	2 932 409	219 873	1 709 536	930 000	73 000	-	2 712 536	-	-	2 712 536	181 927	1 784 097	-	36 384	930 000	2 750 481	-	275 000	2 475 481	
	OPE-2018-0145	24 Lhomond	Rénovation département de chimie	4 600 000	4 600 000	-	-	-	-	-	-	-	-	4 600 000	-	-	-	-	-	-	-	-	
	OPE-2018-0146	24 Lhomond	Rénovation du Grand Hall	25 300 047	3 800 000	-	-	-	-	-	-	-	-	1 760 000	1 240 000	-	-	-	1 240 000	-	-	1 240 000	
	OPE-2019-0142	24 Lhomond	Travaux préalables au Grand Hall	320 000	68 403	-	-	78 076	-	78 076	-	-	78 076	65 854	-	-	80 626	-	80 626	-	-	80 626	
	OPE-2021-0012	46 ULM	CPER 21-27 IBENS - diagnostics techniques préalables	55 000	16 375	33 625	-	5 000	-	38 625	-	-	38 625	-	33 625	-	21 375	-	55 000	-	-	55 000	
	OPE-2021-0013	Montrouge	Qlab	110 000	85 919	-	-	10 181	-	10 181	-	-	10 181	77 230	-	900	17 970	-	18 870	-	-	18 870	
Total Grands projets				35 869 638	11 240 813	1 743 161	930 000	166 258	150 000	2 839 419	-	-	2 839 419	8 869 329	3 057 722	900	156 355	930 000	4 144 977	-	275 000	3 869 977	
GER	OPE-2018-0123	45 Ulm	Réaménagement Département des Sciences de l'antiquité (DSA)	300 000	5 277	280 000	-	14 723	-	294 723	-	-	294 723	1 465	182 400	-	3 535	-	185 935	-	-	185 935	
	OPE-2018-0129	JOURDAN	Hypnos II - mise en securite et renovation des locaux (37 chambres)	1 164 000	1 075 144	-	15 000	39 077	-	54 077	-	40 000	2 823	11 254	1 009 665	20 000	15 000	24 728	59 728	-	10 800	48 928	
	OPE-2019-0063	JOURDAN	Aménagement et requalification paysagère de la parcelle BK2	220 000	14 796	68 000	-	37 203	-	105 203	-	-	100 000	205 203	1 565	54 400	-	50 000	104 400	-	-	54 400	
	OPE-2020-0081	25 Lhomond	Rénovation du poste haute tension chimie	500 000	352 134	42 500	-	105 366	-	147 866	-	90 000	57 866	67 518	350 857	-	-	-	350 857	-	90 000	260 857	
	OPE-2020-0111	45 Ulm	45 Ulm - Rénovation de l'amphi Galois	200 000	-	190 000	-	10 000	-	200 000	-	-	170 000	30 000	-	152 000	-	10 000	162 000	-	-	152 000	
	OPE-2020-0112	45 Ulm	45 Ulm - Rénovation d'espaces sanitaires	600 000	5 747	295 000	-	4 253	-	299 253	-	-	100 000	199 253	1 207	236 000	-	8 793	244 793	-	50 000	194 793	
	OPE-2021-0014	Montrouge	Rénovation locaux UMR 8094 LATTICE	360 000	182 082	140 000	-	37 918	-	177 918	-	-	177 918	350	112 000	-	219 650	-	331 650	-	-	331 650	
	OPE-2021-0156	45 Ulm	Aménagement chambre PMR	50 000	1 174	50 000	-	5 000	3 826	48 826	-	-	48 826	-	50 000	-	5 000	5 000	50 000	-	-	50 000	
Total GER				3 394 000	1 636 354	1 065 500	-	140 000	252 367	150 000	-	-	130 000	1 025 044	1 081 771	1 157 657	10 000	321 706	1 489 363	-	100 800	1 388 563	
Réhabilitation	OPE-2018-0117	45 Ulm	Implantation ascenseur escalier C	946 000	105 415	640 585	-	5 000	95 000	740 586	-	40 000	780 586	17 025	553 116	5 000	99 486	657 603	14 000	-	-	671 603	
	OPE-2018-0121	45 Ulm	Couloir vert - Ouverture d'un centre de sciences des données	483 600	448 238	-	-	6 170	-	6 170	-	-	6 170	0	401 657	15 000	-	28 138	43 138	-	6 170	36 968	
	OPE-2019-0104	45 Ulm	Cour Pasteur - requalification Paysager	1 100 000	85 678	921 506	-	780 000	92 816	780 000	-	-	1 014 322	53 494	834 272	-	3 666	837 938	-	-	600 000	237 938	
	OPE-2021-0040	45 Ulm	Pavillon Pasteur	145 000	4 450	35 000	-	5 550	-	40 550	-	-	100 000	140 550	-	32 000	-	5 000	37 000	-	-	37 000	
	OPE-2021-0041	29 ULM	29 Ulm - Salle de réunion R+3	487 000	12 197	382 000	-	2 803	-	384 803	-	90 000	474 803	-	305 600	-	15 000	320 600	90 000	-	-	410 600	
	OPE-2021-0158	45 Ulm	Rénovation PC Sécurité	200 000	3 566	200 000	-	5 000	1 434	196 434	-	-	196 434	1 107	120 000	-	5 000	3 893	118 893	-	-	118 893	
Total Réhabilitation				3 361 600	659 545	2 179 091	-	780 000	203 773	780 000	-	-	130 000	2 606 694	473 284	1 859 988	-	155 183	2 015 171	104 000	-	606 170	1 513 001
Internat	OPE-2018-0133	44 - 48 ULM	Cage escalier - Rénovation après désamiantage et déplombage	450 000	440 049	-	-	9 949	-	9 949	-	9 949	0	399 881	109 762	-	-	59 645	50 117	-	23 000	27 117	
	OPE-2019-0106	Montrouge	Tour B et C - Rénovation lourde du bâtiment	950 000	657 054	220 012	-	7 945	-	227 956	-	-	227 956	278 545	132 220	-	-	-	132 220	-	-	132 220	
Total Internat				1 400 000	1 097 103	220 012	-	17 894	-	237 906	-	-	9 949	227 957	678 426	241 982	-	59 645	182 337	-	23 000	159 337	
Hors SPSI	OPE-2019-0021	Tous sites	SME-Système de Management Energétique	150 000	99 361	45 000	-	5 639	-	50 639	-	-	50 639	17 667	77 689	-	35 221	112 910	-	-	40 000	72 910	
	OPE-2019-0060	46 ULM	2ème étage - Restructuration de 2 laboratoires (équipe STRICK)	328 000	189 721	-	-	120 278	-	120 278	-	18 000	138 278	116 666	192 201	-	1 133	-	193 334	-	-	18 000	211 334
	OPE-2021-0155	46 ULM	LENA POPA	150 000	-	150 000	-	-	-	150 000	-	-	150 000	-	120 000	-	-	-	120 000	-	-	60 000	60 000
	OPE-2021-0157	Tous sites	Sécurisation CRI	300 000	6 747	300 000	-	25 000	18 253	293 253	-	-	270 000	23 253	-	160 000	-	25 000	160 000	-	-	135 000	25 000
Total Hors SPSI				928 000	295 829	495 000	-	25 000	144 170	614 170	-	-	252 000	362 170	134 334	549 890	-	25 000	586 244	-	-	217 000	369 244
Total général				44 953 238	14 929 644	5 702 764	-	15 000	784 461	930 000	-	-	340 942	7 061 283	11 237 143	6 867 240	-	14 100	694 597	870 355	-	1 348 170	7 050 122

ENS - synthèse de la liasse budgétaire

	Intitulé du tableau	Soumission au CA
1	Tableau des emplois	Pour vote
2	Tableau des autorisations budgétaires	Pour vote.
3	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine	Pour information
4	Tableau d'équilibre financier	Pour vote
5	Tableau des opération pour compte de tiers	Pour information
6	Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	Pour vote
7	Tableau présentant le plan de trésorerie	Pour information
8	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	Pour information
9	Tableau des opérations pluriannuelles	Pour vote
10	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	Pour information
11	Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche	Pour information
12	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	Pour information

Tableau 1 - Tableau des emplois (en ETPT)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois		Nature des emplois		(A) Plafond Etat				(B) Plafond Ressources propres				(C) = (A) + (B) - Global			
				BI 2022	Variation BR1	Variation BR2	BR2 2022	BI 2022	Variation BR1	Variation BR2	BR2 2022	BI 2022	Variation BR1	Variation BR2	BR2 2022
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	187			187	0			0	187	0	0	187	
		CDI	0			0	0			0	0	0	0	0	
	Non permanents	CDD	88			88	275	0	54	329	363	0	54	417	
S/total EC			275	0	0	275	275	0	54	329	550	0	54	604	
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			776	0	0	776					776	0	0	776	
BIATSS	Permanents	Titulaires	334			334	0			0	334	0	0	334	
		CDI	1			1	1			1	2	0	0	2	
	Non permanents	CDD				0	93		11	104	93	0	11	104	
S/total Biatoss			335	0	0	335	94	0	11	105	429	0	11	440	
Totaux			1 386	0	0	1 386	369	0	65	434	1 755	0	65	1 820	
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			1 386	0	0	1 386									

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses										Recettes						
	Compte financier 2021		Budget Initial 2022		Variation budget rectificatif n°1		Variation budget rectificatif n°2		Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2		Compte financier 2021	Budget Initial 2022	Variation budget rectificatif n°1	Variation budget rectificatif n°2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP						
Personnel	83 748 239	83 744 989	87 673 270	87 673 270	16 300	16 300	3 754 347	3 754 347	91 443 917	91 443 917	105 042 905	104 585 386	-8 428	2 117 967	106 694 925	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	21 778 719	21 778 719							22 710 000	22 710 000	91 028 007	91 204 582	0	847 526	92 052 108	Subvention pour charges de service public
<i>dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées</i>	10 919 557	10 919 557	12 227 360	12 227 360	170 413	170 413	1 659 603	1 659 603	14 057 376	14 057 376	31 000	22 500	0	0	22 500	Autres financements de l'Etat
											146 440	130 000	0	0	130 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement	29 620 976	30 102 719	35 022 131	34 367 152	125 976	731 326	4 931 793	3 505 990	40 079 900	38 604 468	4 337 667	4 858 390	-9 528	727 844	5 576 706	Autres financements publics
<i>dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées</i>	5 656 981	4 878 698	7 568 663	7 527 983	94 476	688 226	1 963 013	1 695 663	9 626 151	9 911 872	9 499 792	8 369 914	1 100	542 597	8 913 611	Recettes propres
<i>dont CPER</i>							0	0	0	0	24 307 965	24 592 238	218 530	1 182 374	25 993 142	Recettes fléchées *
<i>Dont CDSN (MSD3 autres ENS et X entrants et ENS ULM)</i>	8 454 320	10 661 523	9 400 000	9 800 000	0	0	800 000	130 000	10 200 000	9 930 000	2 752 683	1 667 860	0	20 000	1 687 860	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	6 402 715	11 222 397	14 998 115	13 316 995	3 423 479	3 664 318	2 460 380	-2 113 633	20 881 974	14 867 679	16 600 404	20 366 171	278 642	140 568	20 785 382	Autres financements publics fléchés
<i>dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées</i>	2 865 923	2 968 190	6 553 888	4 175 386	1 804 650	2 241 250	3 279 489	-393 921	11 638 026	6 022 715	4 954 878	2 558 207	-60 113	1 021 806	3 519 900	Recettes propres fléchées
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	44 978	5 537 096	1 743 161	3 057 722	1 008 000	987 759	0	-275 000	2 751 161	3 770 481						

TOTAL DES DÉPENSES	119 771 930	125 070 105	137 693 515	135 357 416	3 565 755	4 411 944	11 146 521	5 146 704	152 405 791	144 916 065	129 350 870	129 177 624	210 102	3 300 340	132 688 067	TOTAL DES RECETTES				
	B1		B2		B3		B4		B5		C1		C2		C3		C4		C5	
Solde budgétaire (excédent)	4 280 765													6 179 792	4 201 842	1 846 364	12 227 998			Solde budgétaire (déficit)
	D1 = C1-B1		D1 = C2-B2		D1 = C3-B3		D1 = C4-B4		D1 = C5-B5		D2=B1-C1		D2=B2-C2		D2=B3-C3		D2=B4-C4		D2=B5-C5	

* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme (BI+BR)							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue	36 051 873	36 051 873	10 921 067	10 585 716	139 000	110 400	47 111 940	46 747 989
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	780 000	780 000	0	0	0	0	780 000	780 000
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	29 982 783	29 982 783	721 067	655 716	139 000	110 400	30 842 850	30 748 899
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 289 090	5 289 090	10 200 000	9 930 000	0	0	15 489 090	15 219 090
D105 - Bibliothèques et documentation	3 745 141	3 745 141	1 214 254	1 098 030	0	0	4 959 395	4 843 171
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	5 581 311	5 581 311	2 378 637	2 492 476	647 687	804 929	8 607 634	8 878 715
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 245 045	2 245 045	511 217	524 021	55 000	52 000	2 811 262	2 821 066
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	9 957 010	9 957 010	3 902 410	3 784 269	7 840 757	4 043 839	21 700 177	17 785 118
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	2 768 475	2 768 475	658 948	687 035	259 244	245 844	3 686 667	3 701 355
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	11 101 366	11 101 366	2 195 297	2 132 586	308 064	313 949	13 604 727	13 547 901
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 968 561	4 968 561	2 447 953	2 441 488	3 123 871	1 077 272	10 540 385	8 487 321
D113 - Diffusion des savoirs et musées	372 774	372 774	78 000	70 500	0	0	450 774	443 274
D114 - Immobilier	4 053 779	4 053 779	5 629 076	5 574 126	7 303 201	7 244 197	16 986 056	16 872 102
D115 - Pilotage et support	9 922 474	9 922 474	7 338 396	6 465 351	1 198 650	970 050	18 459 520	17 357 875
Étudiants	676 107	676 107	2 804 647	2 748 872	6 500	5 200	3 487 254	3 430 179
D201 - Aides directes aux étudiants	13 000	13 000	1 744 147	1 719 147	3 000	2 400	1 760 147	1 734 547
D202 - Aides indirectes	419 814	419 814	1 049 000	1 018 800	0	0	1 468 814	1 438 614
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	243 293	243 293	11 500	10 925	3 500	2 800	258 293	257 018
Total	91 443 917	91 443 917	40 079 900	38 604 468	20 881 974	14 867 679	152 405 791	144 916 065

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	92 052 108	-	-	-	-	-	-	-	92 052 108
Droits d'inscription	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	15 000	113 625	-	1 663 019	1 805 359	3 597 003
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	65 981	-	6 389 303	73 873	6 529 157
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	-	171 855	40 000	3 653 274	3 243	3 868 372
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	120 000	-	-	2 143 500	-	2 263 500
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	-	-	127 860	4 139 595	162 060	4 429 515
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	22 500	-	85 600	236 984	1 520 000	2 552 769	621 264	5 039 117
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	561 488	-	243 922	854 100	1 659 511
Autres recettes	-	-	130 000	5 356 106	7 763 678	-	-	-	13 249 784
Total	92 052 108	22 500	130 000	5 576 706	8 913 611	1 687 860	20 785 382	3 519 900	132 688 067

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

12 227 998

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2	FINANCEMENTS
Solde budgétaire (déficit)*		6 179 792	4 201 842	1 846 364	12 227 998	4 280 765	0	0		0	Solde budgétaire (excédent)*
Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements	10 000	0	10 000	0	10 000		0	0	0	0	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers **	4 099 535	111 382	0	915 953	1 027 335	4 042 629	111 382	0	915 953	1 027 335	Opérations au nom et pour le compte de tiers **
Autres décaissements sur comptes de tiers	2 409 934	2 239 871	0	0	2 239 871	3 737 928	2 239 871	0	0	2 239 871	Autres encaissements sur comptes de tiers
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (A)	6 519 469	8 531 045	4 211 842	2 762 317	15 505 204	12 061 322	2 351 253	0	915 953	3 267 206	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (B)
ABONDEMENT de la trésorerie	5 541 853					0	6 179 792	4 211 842	1 846 364	12 237 998	PRELEVEMENT de la trésorerie (= A-B)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>						34 951	2 396 212	3 869 118	1 503 972	7 769 302	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée</i>	5 576 804						3 783 580	342 724	342 392	4 468 696	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	12 061 322	8 531 045	4 211 842	2 762 317	15 505 204	12 061 322	8 531 045	4 211 842	2 762 317	15 505 204	TOTAL DES FINANCEMENTS

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements 2022	Prévisions d'encaissements 2022
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers	C/467	Autres comptes débiteurs ou créditeurs - Paiement et remboursement EDF par Ecotron - ERC HIRES MULTYDYN OPE-2020-0075 ERC AUGURY	1 027 335	1 027 335
Autres décaissements sur comptes de tiers	C/4456, 4457, 44583	TVA déductible, TVA collectée et Remboursement de TVA	2 239 871	2 239 871
TOTAL			3 267 206	3 267 206

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2	PRODUITS	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2
Personnel	82 272 441	86 358 171	16 056	3 698 032	90 072 259	Subvention de l'Etat	91 050 507	91 380 662	0	1 273 785	92 654 447
<i>dont charges de pensions civiles</i>	21 778 719		23 824 112		23 824 112	Autres subventions	15 094 315	22 119 577	989 017	154 833	23 263 427
					0	Fiscalité affectée	190 443	130 000	0	0	130 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	31 514 773	35 682 251	731 570	3 562 306	39 976 127	Autres produits	15 403 813	10 970 349	-211 084	3 641 114	14 400 380
Amortissements - provisions	9 660 172	8 700 000	0	0	8 700 000	Quotes-parts financements de l'actif	4 383 722	6 700 000	0		6 700 000
TOTAL DES CHARGES (1)	123 447 386	130 740 422	747 626	7 260 338	138 748 385	TOTAL DES PRODUITS (2)	126 122 801	131 300 589	777 933	5 069 732	137 148 254
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 675 414	560 167	30 307			Résultat prévisionnel : déficit (4) = (1) - (2)		0	0	2 190 605	1 600 132
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	126 122 801	131 300 589	777 933	7 260 338	138 748 385		126 122 801	131 300 589	777 933	7 260 338	138 748 385

Calcul de la capacité d'autofinancement	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	2 675 414	560 167	30 307	-2 190 605	-1 600 132
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	9 660 172	8 700 000		0	8 700 000
- reprises sur amortissements (des biens immobiliers), dépréciations et provisions	4 383 722				0
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					0
- produits de cession d'éléments d'actifs					0
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice		6 700 000		0	6 700 000
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	7 951 865	2 560 167	30 307	-2 190 605	399 868

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2	RESSOURCES	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Variation BR1	Variation BR2	Crédits ouverts 2022 BI+BR1+BR2
Insuffisance d'autofinancement						Capacité d'autofinancement	7 951 865	2 560 167	30 307	-2 190 605	399 868
Investissements	11 368 139	13 316 995	3 664 318	-2 113 633	14 867 680	Financements de l'actif par l'État	453 182	1 500 000	0	0	1 500 000
						Financements de l'actif par des tiers autres que l'État	300 000	5 675 386	2 241 250	-393 921	7 522 715
						Autres ressources	0	0	0	0	0
Remboursement des dettes financières						Augmentation des dettes financières	0	0	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	11 368 139	13 316 995	3 664 318	-2 113 633	14 867 680	TOTAL DES RESSOURCES (6)	8 705 046	9 735 553	2 271 557	-2 584 526	9 422 584
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)						Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	2 663 092	3 581 442	1 392 761	470 893	5 445 096

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Budget rectificatif n°1	Budget rectificatif n°2
Niveau initial				
FONDS DE ROULEMENT	41 498 863	17 073 176	38 835 771	38 835 771
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	1 435 061	-20 828 133	-6 769 884	-6 769 884
TRESORERIE	40 063 802	37 901 309	45 605 655	45 605 655
Variation				
Variation du FONDS DE ROULEMENT	-2 663 092	-3 581 442	-4 974 203	-5 445 096
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-8 204 945	2 598 350	5 417 431	6 792 902
Variation de la TRESORERIE	5 541 853	-6 179 792	-10 391 634	-12 237 998
Niveau final				
FONDS DE ROULEMENT	38 835 771	13 491 734	33 861 567	33 390 674
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-6 769 884	-18 229 783	-1 352 454	23 017
TRESORERIE	45 605 655	31 721 517	35 214 021	33 367 657

Jours de charges de fonctionnement décaissables

92

92

TABLEAU 7 - Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	45 605 655	67 747 428	66 111 251	52 431 466	66 305 702	60 863 344	51 756 433	75 903 105	66 238 001	54 829 076	57 149 692	42 519 029	
ENCAISSEMENTS													
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	23 083 973	348 944	1 830 731	22 935 155	1 751 232	502 371	32 007 391	6 546	2 051 423	14 577 606	1 300 265	6 299 289	106 694 926
Subvention pour charges de service public	22 355 864	0	123 601	22 337 940	0	0	31 379 498	0	0	13 489 275	0	2 365 930	92 052 108
Autres financements de l'État	0	0	0	0	0	0	22 500	0	0	0	0	0	22 500
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	96 519	0	0	0	3 271	30 209	130 000
Autres financements publics	161 423	0	830 593	95 798	817 624	62 934	39 237	0	838 807	231 925	2 498 365	2 498 365	5 576 706
Recettes propres	566 686	348 944	876 537	501 417	933 607	439 437	469 637	6 546	1 212 616	1 088 331	1 065 069	1 404 784	8 913 611
<i>Recettes budgétaires fléchées</i>	874 619	1 899 734	2 777 957	1 219 400	2 039 486	1 407 245	4 323 399	0	2 296 826	1 753 394	1 341 306	6 059 775	25 993 142
Financements de l'État fléchés	0	0	0	0	20 000	0	3 989	0	18 353	23 537	28 431	1 593 550	1 687 860
Autres financements publics fléchés	831 176	1 400 152	2 184 307	647 089	1 645 224	1 275 328	4 122 992	0	2 006 006	1 590 340	1 131 910	3 950 858	20 785 382
Recettes propres fléchées	43 443	499 583	593 650	572 311	374 262	131 917	196 419	0	272 467	139 516	180 966	515 366	3 519 900
<i>Opérations non budgétaires</i>													
Emprunts : encaissements en capital													
Prêts : encaissement en capital													
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	323 305	237 244	87 678	1 032 396	16 231	451 591	115 361	16 921	73 858	121 897	216 728	573 996	3 267 205
- TVA encaissée	10 850	237 244	60 022	416 409	16 231	429 626	115 361	7 527	73 858	105 201	203 975	563 567	2 239 871
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													0
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	312 454		27 655	615 987		21 965		9 394		16 697	12 753	10 429	1 027 335
A. TOTAL	24 281 897	2 485 922	4 696 365	25 186 952	3 806 948	2 361 208	36 446 151	23 467	4 422 107	16 452 897	2 858 299	12 933 060	135 955 273
DECAISSEMENTS													
<i>Dépenses liées à des recettes globalisées</i>	1 318 148	2 307 923	15 586 074	9 064 544	7 590 895	9 733 037	9 375 756	8 033 036	9 861 833	10 290 651	13 024 206	14 967 519	111 153 621
Personnel	0	0	12 182 521	6 010 736	6 048 129	7 406 227	7 186 253	7 240 556	7 351 792	7 522 591	7 906 265	8 531 473	77 386 541
Fonctionnement	1 004 425	1 967 247	3 187 516	2 922 015	1 347 757	2 086 607	1 722 379	778 553	2 019 312	2 301 226	4 335 242	5 020 319	28 692 596
Investissement	313 723	340 676	216 037	131 793	195 010	240 204	467 125	13 927	490 728	466 833	782 699	1 415 727	5 074 483
<i>Dépenses liées à des recettes fléchées</i>	399 030	1 540 297	2 574 820	1 457 866	1 471 364	1 523 236	2 770 748	1 583 549	5 648 064	3 674 314	4 259 192	6 859 963	33 762 444
Personnel	0	0	2 066 777	1 094 491	1 039 808	1 017 495	1 501 649	1 475 515	1 433 428	1 812 960	1 467 943	1 147 311	14 057 376
Fonctionnement	338 187	320 198	413 443	321 358	411 996	323 298	670 315	63 366	1 387 347	1 639 804	1 842 592	2 179 969	9 911 872
Investissement	60 844	1 220 100	94 601	42 017	19 560	182 443	598 785	44 669	2 827 289	221 550	948 658	3 532 683	9 793 196
<i>Opérations non budgétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000
Emprunts : remboursements en capital													0
Prêts : décaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements												10 000	10 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	422 946	273 879	215 257	790 307	187 047	211 845	152 975	71 986	321 135	167 316	205 564	246 951	3 267 206
- TVA décaissée	110 491	262 095	199 385	174 320	173 960	202 966	143 581	63 555	312 869	160 302	199 825	236 521	2 239 871
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	312 454	11 784	15 872	615 987	13 086	8 879	9 394	8 431	8 265	7 014	5 739	10 429	1 027 335
B. TOTAL	2 140 124	4 122 099	18 376 151	11 312 716	9 249 306	11 468 119	12 299 479	9 688 571	15 831 032	14 132 281	17 488 962	22 084 432	148 193 271
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	22 141 773	-1 636 177	-13 679 785	13 874 235	-5 442 358	-9 106 911	24 146 672	-9 665 104	-11 408 925	2 320 616	-14 630 663	-9 151 373	-12 237 998
SOLDE CUMULE (1) + (2)	67 747 428	66 111 251	52 431 466	66 305 702	60 863 344	51 756 433	75 903 105	66 238 001	54 829 076	57 149 692	42 519 029	33 367 657	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Compte financier 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	2023*	2024*	2025 et suivants*
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					16 520 218	10 940 812	14 481 319
Recettes fléchées (b)	24 307 965	24 592 238	24 810 768	25 993 142	9 506 420	13 223 537	8 218 996
Financements de l'État fléchés	2 752 683	1 667 860	1 667 860	1 687 860	3 600 000	4 195 000	3 075 000
Autres financements publics fléchés	16 600 404	20 366 171	20 644 814	20 785 382	5 828 920	8 982 037	4 683 196
Recettes propres fléchées	4 954 878	2 558 207	2 498 094	3 519 900	77 500	46 500	460 800
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	29 979 158	26 988 450	31 076 098	33 762 444	15 085 826	9 683 031	15 521 638
Personnel							
AE=CP	10 979 328	12 227 360	12 397 773	14 057 376	2 741 967	826 298	-
Fonctionnement							
AE	5 780 259	7 568 663	7 663 139	9 626 151	1 117 721	1 210 744	1 505 969
CP	4 957 447	7 527 983	8 216 209	9 911 872	1 088 851	1 210 744	1 737 641
Investissement							
AE	2 955 879	8 297 049	11 109 699	14 389 187	24 857 219	162 529	454 473
CP	14 042 383	7 233 108	10 462 117	9 793 196	11 255 007	7 645 989	13 783 996
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	- 5 671 193	- 2 396 212	- 6 265 330	- 7 769 302	- 5 579 406	3 540 506	- 7 302 642

*Données issues du tableau des opérations détaillées pluriannuelles et programmation (tableau 10)

TABLEAU 9 - Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opération	Montant de l'opération	Autorisation d'engagement							Crédits de paiement							Restes	
		AE consommées au titre des années antérieures à 2022	BI 2022	Virements post BI 2022	Variations BR1 2022	Virements post BR1 2022	Variations BR2 2022	Total des AE ouvertes en 2022	CP consommés au titre des années antérieures à 2022	BI 2022	Virements post BI 2022	Variations BR1 2022	Virements post BR1 2022	Variations BR2 2022	Total des CP ouverts en 2022	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)=(3)+(4)+(5)+(6) ±(7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)=(10)+(11)+(12)+(13)+(14)	(16) = (1) - (2) - (8)	(17) = (2) + (8) - (9) - (15)
PIA	16 423 018	6 451 907	6 053 000	-165 000	0	-1 900	24 400	5 910 500	6 497 799	3 628 000	-165 000	0	-2 260	48 966	3 509 706	4 060 612	2 354 902
Mécénat	2 665 000	823 778	541 500	0	0	-10 000	-40 000	491 500	701 649	541 500	0	0	-15 000	491 500	1 349 722	122 129	
UE	7 616 971	2 117 821	1 260 428	-30 000	0	5 000	119 973	1 355 401	853 749	1 240 428	0	0	42 166	1 392 567	4 143 749	1 226 906	
Autres	667 026	246 500	60 000	0	0	0	0	60 000	240 524	60 000	0	0	0	60 000	360 526	5 976	
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS	27 372 015	9 640 005	7 914 928	-195 000	0	-6 900	104 373	7 817 401	8 293 721	5 469 928	-190 000	0	24 906	148 939	5 453 773	9 914 609	3 709 913
Grands projets	35 869 638	11 240 813	1 743 161	930 000	166 258	0	0	2 839 419	8 869 329	3 057 722	900	1 086 355	0	-275 000	3 869 977	21 789 407	1 340 925
GER	3 394 000	1 636 354	1 065 500	-140 000	402 367	-130 000	-172 823	1 025 044	1 081 771	1 157 657	10 000	321 706	-100 800	-250 000	1 138 563	732 602	441 065
Réhabilitation	3 361 600	659 545	2 179 091	-780 000	983 773	130 000	93 830	2 606 694	473 284	1 859 988	0	155 183	104 000	-606 170	1 513 001	95 362	1 279 953
Internat	1 400 000	1 097 103	220 012	0	17 894	0	-9 949	227 957	678 426	241 982	0	-59 645	-23 000	0	159 337	74 941	487 296
Hors SPSI	928 000	295 829	495 000	-25 000	144 170	0	-252 000	362 170	134 334	549 890	-25 000	61 353	0	-217 000	369 244	270 000	154 423
TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES	44 953 238	14 929 644	5 702 764	-15 000	1 714 461	0	-340 942	7 061 283	11 237 143	6 867 240	-14 100	1 564 952	-19 800	-1 348 170	7 050 122	22 962 311	3 703 662
TOTAL OPERATIONS PLURI-ANNUELLES	72 325 253	24 569 649	13 617 692	-210 000	1 714 461	-6 900	-236 569	14 878 684	19 530 864	12 337 168	-204 100	1 564 952	5 106	-1 199 231	12 503 894	32 876 920	7 413 575

B - Recettes

Opération	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant financements extérieurs	Encaissements au titre des années antérieures à 2022	Encaissements au titre de l'année 2022	Restes à encaisser
			(15)	(16)	(17)	(18) = (15) - (16) - (17)
PIA	16 423 018	0	16 423 018	2 360 000	3 788 869	10 274 149
Mécénat	2 665 000	0	2 665 000	1 603 400	427 500	634 100
UE	7 616 971	0	7 616 971	3 330 615	1 088 455	3 197 901
Autres	667 026	0	667 026	626 792	40 000	234
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS	27 372 015	0	27 372 015	7 920 807	5 344 824	14 106 384
Grands projets	35 869 638	4 369 638	31 500 000	11 630 000	3 000 000	16 870 000
GER	3 394 000	3 274 000	120 000	0	120 000	0
Réhabilitation	3 361 600	3 361 600	0	0	0	0
Internat	1 400 000	1 400 000	0	0	0	0
Hors SPSI	928 000	928 000	0	0	0	0
TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES	44 953 238	13 333 238	31 620 000	11 630 000	3 120 000	16 870 000
TOTAL	72 325 253	13 333 238	58 992 015	19 550 807	8 464 824	30 976 384

TABLEAU 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opérations	Nature	Montant de l'opération (1)	Autorisation d'engagement							Crédits de paiement							Programmation dépenses N+1 et suivants					
			AE consommées au titre des années antérieures à 2022 (2)	BI 2022 (3)	Virements post BI 2022 (4)	Variations BR1 2022 (5)	Virements post BR1 2022 (6)	Variations BR2 2022 (7)	Total des AE ouvertes en 2022 (8)=(3)+(4)+(5)+(6)+(7)	CP consommés au titre des années antérieures à 2022 (9)	BI 2022 (10)	Virements post BI 2022 (11)	Variations BR1 2022 (12)	Virements post BR1 2022 (13)	Variations BR2 2022 (14)	Total des CP ouverts en 2022 (15)=(10)+(11)+(12)+(13)+(14)	AE prévues en 2023 (16)	CP prévues en 2023 (17)	AE prévues en 2024 (18)	CP prévues en 2024 (19)	AE prévues en 2025 et suivants (20) = (1) - (2) - (8) - (16) - (18)	CP prévues en 2025 et suivants (21) = (1) - (9) - (15) - (17) - (19)
			Contrats de recherche	Personnel	10 764 950	4 922 985	2 420 428	-195 000	0	-9 100	57 373	2 273 701	4 922 985	2 420 428	-195 000	0	-9 100	57 373	2 273 701	2 741 967	2 741 967	826 298
	Fonctionnement	7 735 314	2 602 380	1 210 500	0	0	1 000	87 000	1 298 500	2 381 708	1 194 500	5 000	0	30 640	131 566	1 361 706	1 117 721	1 043 515	1 210 744	1 210 744	1 505 969	1 737 641
	Investissement	8 871 751	2 114 640	4 284 000	0	0	1 200	-40 000	4 245 200	989 028	1 855 000	0	0	3 366	-40 000	1 818 366	2 124 268	2 122 102	162 529	162 529	225 113	3 779 725
	TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE	27 372 015	9 640 005	7 914 928	-195 000	0	-6 900	104 373	7 817 401	8 293 721	5 469 928	-190 000	0	24 906	148 939	5 453 773	5 983 956	5 907 584	2 199 571	2 199 571	1 731 082	5 517 366
Opérations immobilières	Fonctionnement	267 552	189 475	0	0	78 076	0	0	78 076	141 590	0	0	80 626	0	80 626	0	0	45 336	0	0	0	0
	Investissement	44 685 686	14 740 168	5 702 764	-15 000	1 636 385	0	-340 942	6 983 207	11 095 554	6 867 240	-14 100	1 484 327	-19 800	-1 348 170	6 969 496	22 732 951	9 132 905	0	7 483 460	229 360	10 004 271
	TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES	44 953 238	14 929 644	5 702 764	-15 000	1 714 461	0	-340 942	7 061 283	11 237 143	6 867 240	-14 100	1 564 952	-19 800	-1 348 170	7 050 122	22 732 951	9 178 242	0	7 483 460	229 360	10 004 271
	<i>Ss total Personnel</i>	10 764 950	4 922 985	2 420 428	-195 000	0	-9 100	57 373	2 273 701	4 922 985	2 420 428	-195 000	0	-9 100	57 373	2 273 701	2 741 967	2 741 967	826 298	826 298	0	0
	<i>Ss total Fonctionnement</i>	8 002 866	2 791 856	1 210 500	0	78 076	1 000	87 000	1 376 576	2 523 297	1 194 500	5 000	80 626	30 640	131 566	1 442 332	1 117 721	1 088 851	1 210 744	1 210 744	1 505 969	1 737 641
	<i>Ss total Investissement</i>	53 557 437	16 854 809	9 986 764	-15 000	1 636 385	1 200	-380 942	11 228 407	12 084 582	8 722 240	-14 100	1 484 327	-16 434	-1 388 170	8 787 862	24 857 219	11 255 007	162 529	7 645 989	454 473	13 783 996
	TOTAL	72 325 253	24 569 649	13 617 692	-210 000	1 714 461	-6 900	-236 569	14 878 684	19 530 864	12 337 168	-204 100	1 564 952	5 106	-1 199 231	12 503 895	28 716 907	15 085 826	2 199 571	9 683 031	1 960 442	15 521 638

1 210 500

B - Prévisions de recettes

Opérations	Nature	Prévission	Prévission N		Programmation N+1 et suivants		
		financement extérieur des opérations (18)	Encaissements au titre des années antérieures à 2022 (19)	Encaissements au titre de l'année 2022 (20)	Encaissements prévus en 2023 (21)	Encaissements prévus en 2024 (22)	Encaissements prévus en 2025 et suivants (23) = (18) - (19) - (20) - (21) - (22)
Contrats de recherche	Financement de l'Etat						
	Autres financements publics	24 707 015	6 317 407	4 917 324	4 328 920	5 482 037	3 661 327
	Autres financements	2 665 000	1 603 400	427 500	77 500	46 500	510 100
	Total contrat de recherche	27 372 015	7 920 807	5 344 824	4 406 420	5 528 537	4 171 427
Opérations immobilières	Financement de l'Etat	21 500 000	9 130 000	1 500 000	3 600 000	4 195 000	3 075 000
	Autres financements publics	10 120 000	2 500 000	1 620 000	1 500 000	3 500 000	1 000 000
	Autres financements	0	0	0	0	0	0
	Total opérations immobilières	31 620 000	11 630 000	3 120 000	5 100 000	7 695 000	4 075 000
	<i>Ss total financement de l'Etat</i>	21 500 000	9 130 000	1 500 000	3 600 000	4 195 000	3 075 000
	<i>Ss total autres financements publics</i>	34 827 015	8 817 407	6 537 324	5 828 920	8 982 037	4 661 327
	<i>Ss total autres financements</i>	2 665 000	1 603 400	427 500	77 500	46 500	510 100
	TOTAL	58 992 015	19 550 807	8 464 824	9 506 420	13 223 537	8 246 427

TABLEAU 11 - TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens attribués de l'établissement (en AE)		Moyens demandés hors budget de l'établissement (1)					
				CNRS		INSERM		Autres partenaires (SU,UP,EHESS...)	
		Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT
SCIENCES									
BIOLOGIE - UMS 3194 -CEREEP BIO21	Personnel	30 000							
	Fonctionnement	47 500		409 725					
	Investissement	19 000		397 000		0		0	
BIOLOGIE - UMR 8197 -IBENS - IBENS11	Personnel	130 000							
	Fonctionnement	70 000		411 400		485 000		0	
	Investissement	140 000		133 500		154 000			
CHIMIE - UMR 8640 - Labo Pasteur - CHIM31	Personnel	0							
	Fonctionnement	84 500		90 000				24 000	
	Investissement	25 000		35 000					
CHIMIE -UMR 7203 - Labo. des biomolécules CHIM31	Personnel	0							
	Fonctionnement	37 000		85 000				105 000	
	Investissement	5 000							
CHIMIE - FR 2769 - Inst. Chimie Moléculaire de Paris Centre CHIM51	Personnel	0							
	Fonctionnement	2 500		18 000				8 000	
	Investissement	3 500							
CHIMIE - FR 3615 - Féd.Physico- Chimie Ana. et Bio. CHIM41	Personnel	0							
	Fonctionnement	10 000		7 000				6 000	
	Investissement	0							
CHIMIE - UMR 8004 - IMAP CHIM21	Personnel	0							
	Fonctionnement	22 500		7 000				14 000	
	Investissement	7 000		20 000				77 000	
ETUDES COGNITIVES - U960 - Labo.de Neurosciences Cognitives DEC11	Personnel	0							
	Fonctionnement	24 000		0				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMR 8129 - Institut J.Nicod DEC21	Personnel	9 000							
	Fonctionnement	14 000		50 000				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMR 8554 - Labo.Sc.Cogn. et Psycholing. DEC31	Personnel	15 000							
	Fonctionnement	5 500		44 000				27 000	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMR 8248 - Labo.Psycho.de la Perception DEC41	Personnel	3 000							
	Fonctionnement	17 600		74 850				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - U 955 - Equipe Neuropsy.Interventionnelle 1F10	Personnel	0							
	Fonctionnement	5 000		0				0	
	Investissement	0							
ETUDES COGNITIVES - UMS 3332 - Relais d'info.sur les sc.cognitives	Personnel	0							
	Fonctionnement	0		16 000				0	

		Moyens attribués de l'établissement (en AE)		Moyens demandés hors budget de l'établissement (1)					
				CNRS		INSERM		Autres partenaires (SU,UP,EHESS...)	
		Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT
<i>DEC71</i>	Investissement	0							
GEOSCIENCES UMR 8538 - Labo.de Géologie <i>GEOS11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	51 000		105 000				0	
	Investissement	30 000							
GEOSCIENCES UMR 8539 - Labo.de Météo.Dyna. <i>GEOS21</i>	Personnel	0						7 800	
	Fonctionnement	15 000		132 000				171 585	
	Investissement	6 000						10 000	
INFORMATIQUE - UMR 8548 <i>INFO01</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	36 000		40 000				0	
	Investissement	0							
MATHEMATIQUES - UMR 8553 <i>MATH01</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	63 000		40 000				0	
	Investissement	15 000							
PHYSIQUE - UMR 8552 - Labo. Kastler Brossel <i>PHYS11</i>	Personnel	0						30 000	
	Fonctionnement	110 000		514 000				12 000	
	Investissement	5 000						49 000	
PHYSIQUE - UMR 8023 - Labo.de physique de l'ENS - LPENS <i>PHYS21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	115 000		315 000				100 000	
	Investissement	100 000		165 000				15 000	
LETTRES									
ANTIQUITES - UMR 8546 - Labo.d'archéo - <i>ANTI11</i>	Personnel	12 000							
	Fonctionnement	50 000		137 500				38 000	
	Investissement	13 000							
ANTIQUITES - UMR 8230 - Centre J.Pépin - <i>ANTI21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	10 000		161 500				0	
	Investissement	10 000							
IHMC - UMR 8066 <i>HIST11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	10 000		2 500				118 000	
	Investissement	5 000							
HISTOIRE ET THEORIE DES ARTS - UMR 7172 - THALIM <i>ART11 (ex HTA11)</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	4 500		34 600				111 400	
	Investissement	2 500							
LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8132 - Inst.Textes et Manuscrits Modernes - ITEM <i>LILA11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	30 000		92 000				0	
	Investissement	0							
LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8094 - - LATTICE <i>LILA21</i>	Personnel	6 000							
	Fonctionnement	21 000		8 000				48 000	
	Investissement	0							
PHILOSOPHIE - UMR 8547 - Pays Germaniques	Personnel	0							
	Fonctionnement	17 000		78 500				0	

		Moyens attribués de l'établissement (en AE)		Moyens demandés hors budget de l'établissement (1)					
				CNRS		INSERM		Autres partenaires (SU,UP,EHESS...)	
		Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT	Montant	ETPT
<i>PHILO11</i>	Investissement	8 000							
PHILOSOPHIE - USR 3608 - République des savoirs <i>PHILO21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	30 000		45 000				17 000	
	Investissement	5 000							
PHILOSOPHIE - UMS 3610 - CAPHES <i>PHILO31</i>	Personnel	10 000							
	Fonctionnement	10 500		35 000				0	
	Investissement	4 500							
SCIENCES SOCIALES - UMR 7074 - Centre de théorie et analyse du droit <i>SCSO11</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	3 400		25 000				26 700	
	Investissement	0							
SCIENCES SOCIALES - UMR 8097 - <i>SCSO21</i>	Personnel	0							
	Fonctionnement	27 000		75 000				32 000	
	Investissement	0							
ECONOMIE - UMR 8545 - Paris Jourdan Sciences Economiques <i>ECO11</i>	Personnel	0						51 000	
	Fonctionnement	12 000		142 000				227 600	
	Investissement	0							

(1) : données issus de l'application Dialog du CNRS

Ce tableau se décline par enveloppe et par type de financement

TABLEAU 12 - Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Compte financier 2021	BI 2022	BR 1 2022	BR2 2022		
Niveaux initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	32 790 588	27 034 037	27 492 413	27 492 413	
	2	Niveau initial du fonds de roulement	41 498 863	17 073 176	38 835 771	38 835 771	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	1 435 061	-20 828 133	-6 769 885	-6 769 885	
	4	Niveau initial de la trésorerie	40 063 802	37 901 309	45 605 655	45 605 655	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	24 324 471	23 362 225	24 289 520	24 289 520	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	15 739 331	14 539 084	21 316 136	21 316 136		
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	119 771 930	137 693 515	141 259 270	152 405 791	
	6	Résultat patrimonial	2 675 414	560 167	590 474	-1 600 132	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	7 951 865	2 560 167	2 590 474	399 868	
	8	Variation du fonds de roulement	-2 663 092	-3 581 442	-4 974 203	-5 445 096	
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-10 000	0	-10 000	-10 000	
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	0	0	0	0
		Variation des stocks	+ / -				
		Production immobilisée	+				
		Charges sur créances irrécouvrables	-				
		Produits divers de gestion courante	+				
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-6 933 857	2 598 350	5 417 431	6 792 902
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-6 933 857	2 598 350	5 417 431	6 792 902
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -				
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		0		
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		0		
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		4 280 765	-6 179 792	-10 381 634	-12 227 998
	12.a	Recettes budgétaires		129 350 870	129 177 624	129 387 726	132 688 067
	12.b	Crédits de paiement ouverts		125 070 105	135 357 416	139 769 360	144 916 065
13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		-1 261 088	0	10 000	10 000	
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		5 541 853	-6 179 792	-10 391 634	-12 237 998	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-34 951	-2 396 212	-6 265 330	-7 769 302	
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		5 576 804	-3 783 580	-4 126 304	-4 468 696	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-8 204 945	2 598 350	5 417 431	6 792 902	
16	Variation des restes à payer		-5 298 175	2 336 098	1 489 910	7 489 726	
Niveaux finaux	17	Niveau final de restes à payer	-60 000	29 370 135	28 982 323	34 982 139	
	18	Niveau final du fonds de roulement	38 835 771	13 491 734	33 861 568	33 390 674	
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-6 769 885	-18 229 783	-1 352 454	23 017	
	20	Niveau final de la trésorerie	45 605 655	31 721 517	35 214 022	33 367 657	
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	24 289 520	20 966 013	18 024 190	16 520 218	
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	21 316 136	10 755 503	17 189 831	16 847 440		
	Comptabilité budgétaire						
	Comptabilité générale						